

N° 92

Juillet 2007



S'employer ici et ailleurs : dynamiques des zones d'emploi en Lorraine

La population active constitue une richesse essentielle d'un territoire. Pour qu'elle se développe, il est essentiel que les actifs puissent travailler sur place ou disposer d'opportunités dans les zones avoisinantes. En Lorraine entre 1999 et 2004, la population active croît de 3,9% soit près de 40 000 personnes en raison d'une croissance conjuguée de l'emploi intérieur et du travail frontalier. Ces ressources humaines supplémentaires résultent d'un effet démographique positif, d'une progression des taux d'activité et de migrations résidentielles moins défavorables que par le passé. Au niveau infrarégional, de nombreuses navettes domicile-travail franchissent les frontières des zones d'emploi. Couplées avec la dynamique de l'emploi local, elles génèrent des modes de développement spécifiques et induisent des évolutions variables des populations actives des 17 zones d'emploi lorraines. Notamment, l'extraversion frontalière s'oppose à l'autonomie des zones d'emploi des Vosges de l'Ouest et de Remiremont-Gérardmer. Et tandis que Metz accroît son attractivité, Nancy s'appuie sur un développement plus endogène.

L'économie lorraine se situe régulièrement un cran en dessous de la moyenne nationale tout en étant également plus fortement ballottée, comme en témoignent les creux des années 1996 et 1999. En Lorraine, comme en France, un retournement s'opère aux alentours de mi-2001, faisant basculer le Produit Intérieur Brut (PIB) régional vers une pente l'amenant jusqu'à la croissance zéro, soit un point en dessous de la performance nationale. La période étudiée, allant du 1^{er} janvier 1999 au 1^{er} janvier 2004, est donc marquée par une inflexion sensible en 2001.

le théâtre d'un rapprochement sensible des dynamiques de la valeur ajoutée et de l'emploi. La conséquence en est un enrichissement de la croissance régionale en emploi tant en France qu'en Lorraine. Dans la région un point supplémentaire de PIB crée 0,6 point de croissance de l'emploi total, soit deux fois plus que lors de la décennie 1990-1999.

Le phénomène de tertiarisation de l'économie lorraine s'approfondit, avec à titre d'exemple une croissance de +35% de la valeur ajoutée des services aux particuliers contre +14% dans l'ensemble des branches, ce qui pèse sensiblement sur la productivité du travail. L'emploi total croît en Lorraine de 4,1% en cinq années soit à un rythme annuel moyen de 0,8%. Cela se traduit par une progression de 33 000 unités, soit 6 600 par an, et un effectif total voisin de 845 000 postes en fin

33 000 emplois supplémentaires entre 1999 et 2004

La période 1999-2004 enchaîne une période de croissance rapide et une phase de ralentissement marqué. Ces cinq années sont aussi



de période. Plus précisément la croissance de l'emploi total résulte d'une croissance de l'emploi salarié qui atteint 790 000 en début 2004 et d'un recul de l'emploi non salarié à 55 000. Sectoriellement, l'apparition de 12 000 nouveaux postes dans l'éducation, santé, action sociale et l'administration publique compense une perte de même ampleur dans l'industrie et l'agriculture, tandis que les services marchands (commerce, transports, services financiers et immobiliers, services aux entreprises et aux ménages) constituent le cœur de la croissance de l'emploi. Toutefois, cette croissance n'a pas été au rendez-vous dans l'ensemble des zones d'emploi.

Trois salariés sur dix travaillent hors de leur zone d'emploi

La croissance de l'emploi s'est accompagnée d'un développement des navettes domicile-travail, en nombre et en distance. Au niveau national en 2004, près de trois salariés (à l'exception de ceux employés par la fonction publique d'État et les particuliers employeurs) sur quatre quittent leur commune de résidence pour aller travailler. Cette proportion varie largement selon les types d'espace, et peut dépasser 90% dans les couronnes périurbaines des aires urbaines de moins de 50 000 habitants et dans les couronnes des pôles d'emploi de l'espace à dominante rurale.

En Lorraine, les salariés réalisent quotidiennement 660 000 navettes hors de leur commune de ré-

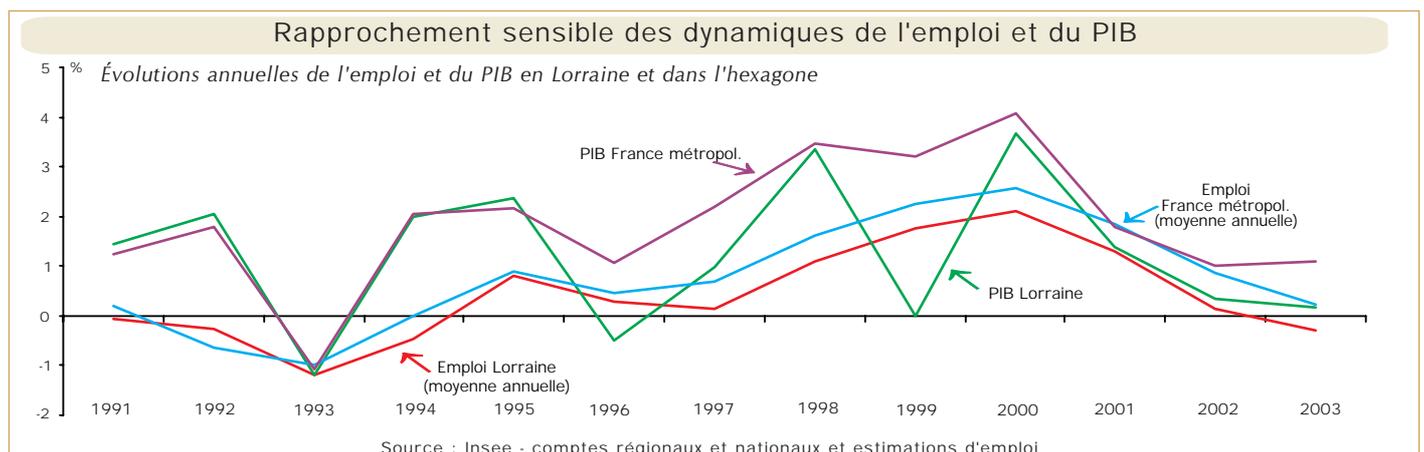
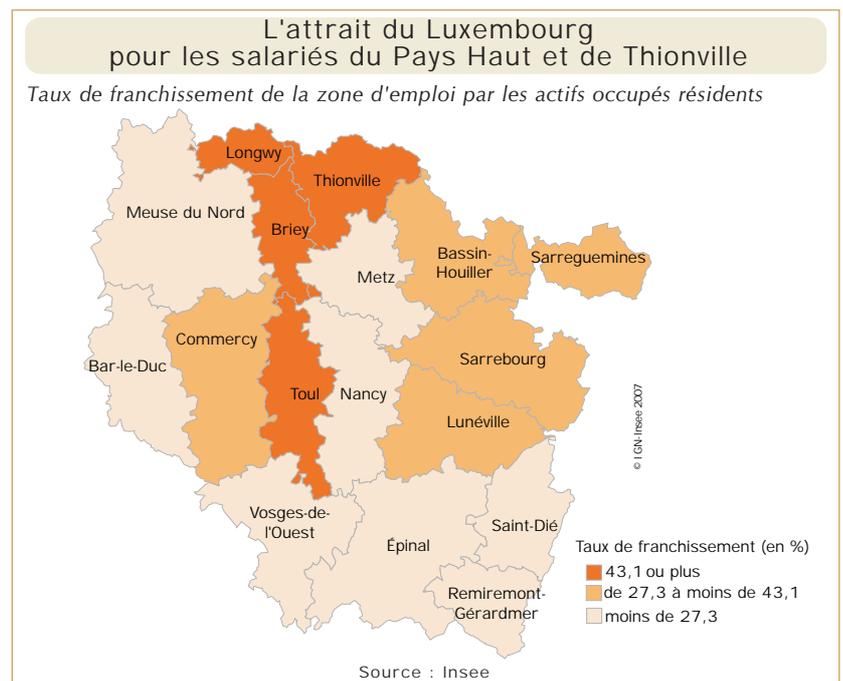
sidence. Parmi eux, 230 000 franchissent les limites de leur zone d'emploi, dont 110 000 celles de la région y compris les 80 000 qui vont au-delà des frontières du territoire national. Globalement, ce sont près de neuf salariés lorrains sur dix qui quittent leur commune pour travailler et trois sur dix leur zone d'emploi. Cette part est très variable, de 13% dans la zone de Nancy jusqu'à plus de 50% dans celle de Briey.

Les zones sont différemment touchées par ces mobilités de grande ampleur. En effet, les entrées et les sorties d'actifs se compensent rarement et connaissent des évolutions différentes. Ainsi, tout comme l'emploi localisé sur le territoire, la possibilité de trouver un travail dans les zones voisines est un facteur impor-

tant de fixation et de développement de la population active sur une zone d'emploi donnée. Au niveau régional, l'opportunité du travail hors région, et en particulier au-delà des frontières constitue un atout crucial.

La population active lorraine stimulée par l'emploi

Entre 1999 et 2004, l'emploi progresse sensiblement et constitue la première contribution à la hausse de 3,9% de la population active sur la période. Si le phénomène du travail frontalier est toujours présent, il n'occupe plus le premier rôle comme cela a été le cas entre 1990 et 1999. Au cours de cette période, l'emploi avait augmenté à un rythme plus modéré (2 500 unités en rythme annuel). Dans ce contexte, la crois-



sance des navettes domicile-travail hors des frontières nationales, près de 3 600 supplémentaires par an, avait constitué une véritable bouée de sauvetage et permis de contenir la hausse du chômage. Ce dernier s'était tout de même élevé de 0,4 point sur la décennie.

Entre 1999 et 2004, le chômage régresse légèrement en Lorraine suivant des évolutions symétriques à celles du PIB régional et de l'emploi. Évalué à 10,2% en début d'année 1999, le taux de chômage régional atteint le plancher de 7,7% au milieu de l'année 2001 avant de remonter à 9,7% en début 2004. Ce profil est globalement suivi dans l'ensemble des zones d'emploi, même si certaines accusent un taux de chômage de fin de période sensiblement supérieur au niveau de départ.

Les migrations résidentielles pèsent moins

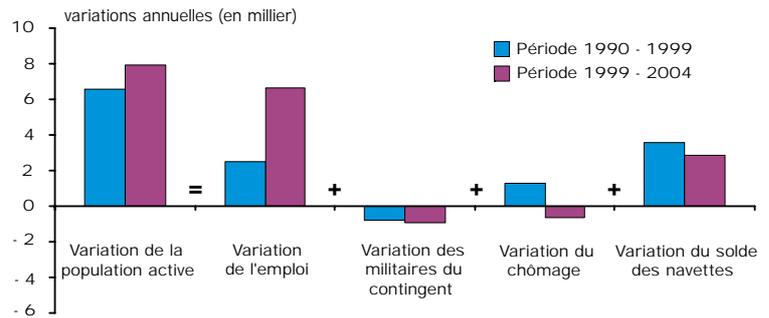
La croissance de la population active s'appuie sur des ressources humaines supplémentaires. Celles-ci peuvent provenir d'un apport démographique comme de phénomènes socioéconomiques liés à la participation au marché du travail et aux migrations résidentielles.

Entre 1999 et 2004, l'effet démographique est positif, les générations entrantes sur le marché du travail sont plus nombreuses que celles qui le quittent. En 1999, tandis que plus de 160 000 personnes sont âgées de 15 à 19 ans, un peu plus de 100 000 se situent dans la tranche d'âge de 55 à 59 ans. Les arrivées sur le marché du travail plus nombreuses que les départs génèrent alors un important gisement d'actifs potentiels supplémentaires.

À cet effet démographique s'ajoute l'impact des taux d'activité qui progressent sensiblement entre 1999 et 2004 en Lorraine en particulier pour l'ensemble des femmes et pour les hommes de 55 à 59 ans. Parmi ces deux po-

Un moindre impact des navettes entrantes et sortantes de la région

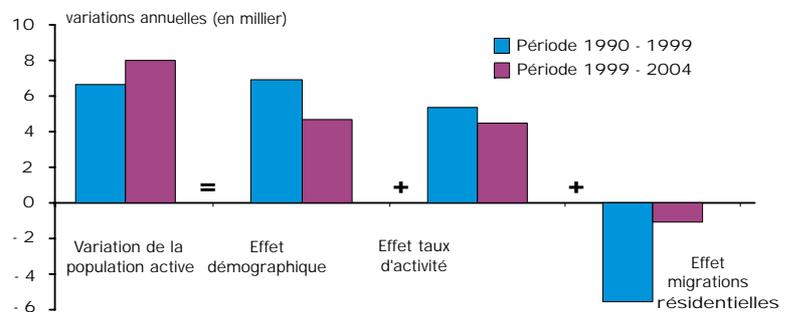
Les équilibres du marché du travail en Lorraine : 1990-1999 et 1999-2004



Source : Insee

Équilibrage des facteurs d'évolution de la population active

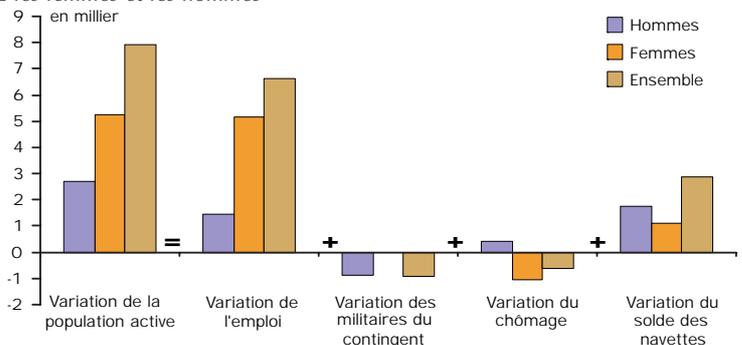
Les équilibres sociodémographiques en Lorraine : 1990-1999 et 1999-2004



Source : Insee

L'emploi des femmes au premier rang

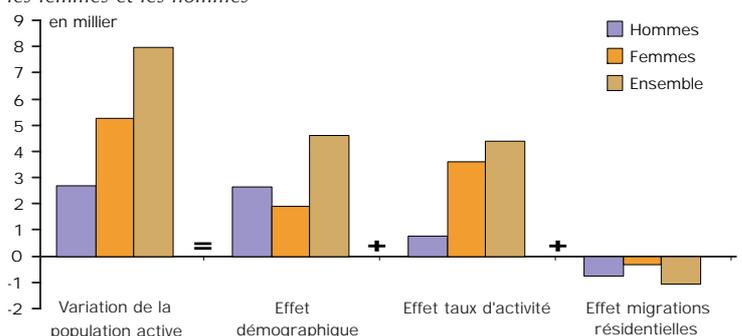
Les équilibres du marché du travail en Lorraine en 1999-2004 chez les femmes et les hommes



Source : Insee

Une forte poussée des taux d'activité féminins

Les équilibres sociodémographiques en Lorraine en 1999-2004 chez les femmes et les hommes



Source : Insee

pulations, il s'agit de phénomènes de rattrapage de situations antérieures : vagues de préretraites et de cessations progressives d'activité chez les seniors, sous-activité structurelle des femmes, tout particulièrement dans des zones historiquement industrielles.

Quant aux migrations résidentielles, elles ne produisent plus des fuites d'actifs de même ampleur que par le passé. Le solde migratoire régional fait état d'un départ annuel net de 1 000 actifs au cours de la période 1999-2004, sur un déficit total de 2 000 migrants tous âges confondus.

La configuration est donc bien différente de la période 1990-1999. Par rapport à cette dernière, les migrations résidentielles pèsent nettement moins et les effets démographique et de taux d'activité s'équilibrent.

Des dynamiques très différentes entre les hommes et les femmes

L'analyse des facteurs d'évolution et de leur équilibrage par sexe fait apparaître des situations sensiblement différentes. La primauté du solde des flux domicile-travail reste de rigueur chez les actifs masculins qui bénéficient de près des deux tiers des augmentations de navettes frontalières. La hausse de l'emploi n'apparaît qu'en deuxième position selon la même configuration qu'en 1990-1999. En revanche, la hausse massive de l'emploi régional des femmes alimente à elle seule la croissance de la population active féminine pendant que la hausse de leurs navettes compense quantitativement la réduction de leur chômage.

Entre 1999 et 2004, trois quarts des 33 000 nouveaux emplois sont occupés par des femmes. En fait, deux phénomènes se cumulent. D'une part, de nombreux emplois, principalement masculins, disparaissent dans les secteurs industriels des biens intermédiaires et de l'énergie par exemple. D'autre part, les nouveaux emplois si-

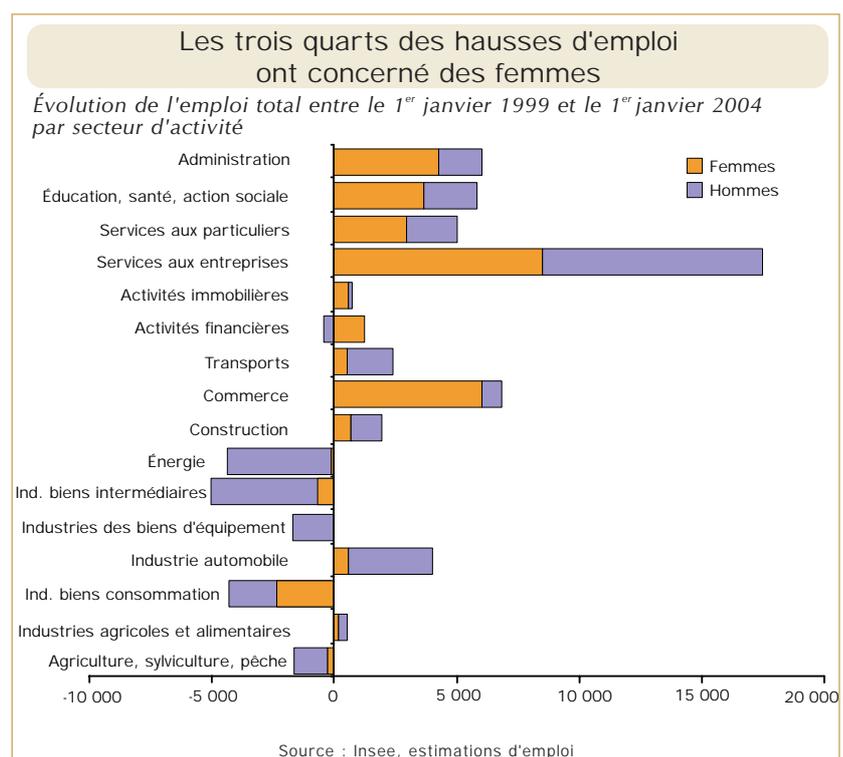
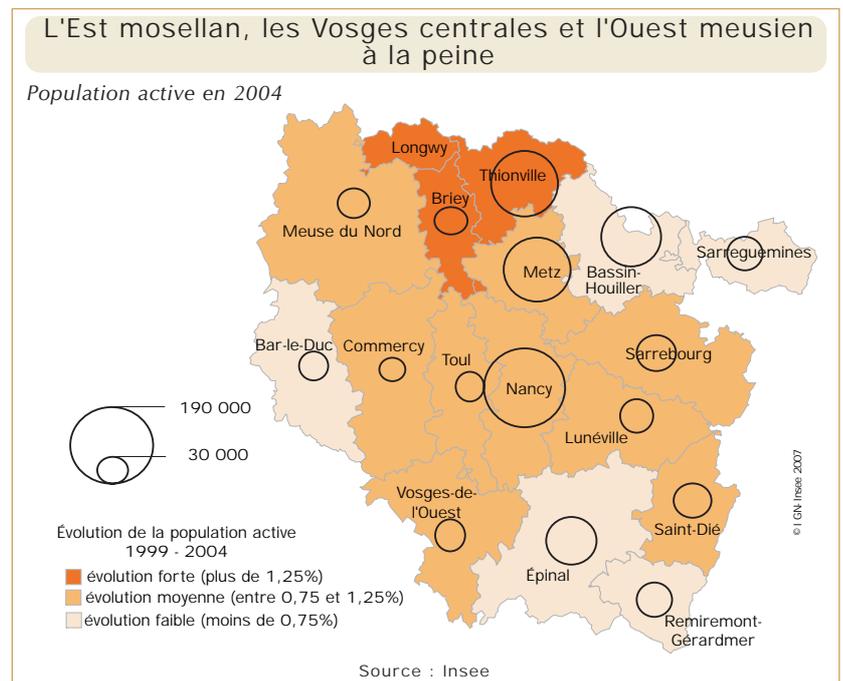
tués notamment dans les activités du commerce, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale concernent majoritairement ces nouvelles salariées.

Cette croissance des offres d'emplois à destination des femmes est une incitation forte à leur participation au marché du travail, preuve en est la hausse du taux d'activité comme premier déterminant de la hausse de la population active féminine. Cette dernière progresse de 6% sur la

période tandis que celle des hommes atteint seulement 2,4%.

Des synergies différentes selon les zones d'emploi

Au niveau infrarégional, la population active progresse dans toutes les zones d'emploi lorraines, selon une configuration plus favorable que celle qui avait prévalu au cours de la décennie 1990, toutefois à des rythmes différents. Si les zones frontalières



connectées avec le Luxembourg connaissent les croissances les plus dynamiques, la proximité de l'Allemagne n'a pas le même effet positif. Au contraire, ces zones se situent en retrait au même titre que les territoires les plus excentrés de la Meuse et des Vosges.

Des situations très différentes apparaissent. Ainsi la population active de Longwy ne croît que par le solde de ses navettes essentiellement frontalières, reposant ainsi sur une forte dépendance extérieure.

Au contraire, l'emploi interne à la zone de Metz galvanise sa population active ainsi que celle des zones voisines. Cette attractivité conforte le rôle de Metz comme grand pôle d'emploi de la région.

D'autres configurations favorables, comme celles des zones de Briey et de Thionville, reposent sur une complémentarité forte entre l'emploi local et celui offert dans les zones voisines et notamment frontalières. Cette synergie peut s'expliquer par le fait que les nombreux navetteurs, transfrontaliers ou non, stimulent l'économie et les emplois des zones où ils résident par leurs dépenses de consommation et d'investisse-

ment issues des revenus de leur expatriation quotidienne. Cet effet est d'autant plus significatif que ces navettes atteignent une masse critique et que la zone d'accueil des frontaliers possède un avantage économique comparatif tant en termes d'évolution conjoncturelle que de conditions de rémunération. Alors que l'économie luxembourgeoise croît à plus de 6% en rythme annuel entre 1999 et 2004, ce taux est inférieur à 2% dans les deux Länder allemands.

Du cercle vertueux de croissance à la dynamique résidentielle pure

Pour sept zones d'emploi, l'évolution des navettes est le premier moteur de la population active. L'intensité du phénomène, plus marquée dans le premier groupe (à droite sur le graphique ci-dessous) constitué des zones d'emploi limitrophes que sont Longwy, Briey et Thionville, débouche sur les meilleures performances en termes de population active.

Dans le second groupe (en bas sur le même graphique), les zones d'emploi de Lunéville, Sarrebourg,

Commercy et Bassin Houiller, les résultats sont plus nuancés.

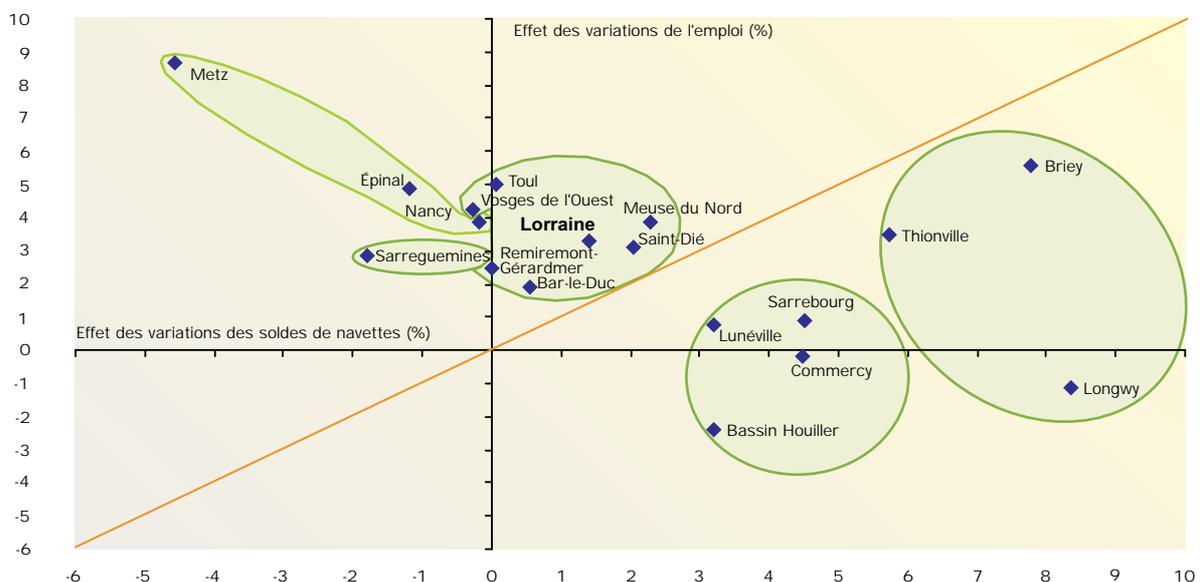
Dans le premier groupe, alors que Longwy et Thionville dépendent essentiellement du phénomène frontalier, la moitié des nouveaux flux provenant de la zone de Briey sont internes à la région. En 2004, ses actifs occupés se dirigent presque à parts égales vers le Luxembourg, la zone de Thionville et celle de Metz.

À Briey et Thionville, l'impact des navettes est doublé par une hausse significative de l'emploi sur zone. Alors que les industries traditionnelles poursuivent leur recul, comme en témoigne la perte de plus de 1 000 emplois dans la métallurgie à Thionville, la reconversion qu'offre l'automobile est génératrice sur la période d'un glissement de nouveaux postes, auxquels s'ajoutent ceux engendrés par le bond des services opérationnels (nettoyage, sécurité, gestion des déchets, etc.) et du commerce de détail.

Ainsi un cercle vertueux de croissance articulant économie productive et économie résidentielle aboutit à des augmentations conséquentes de la population active, s'accompagnant d'une réduc-

Les zones frontalières au Luxembourg se démarquent

Composantes des variations de la population active par zone d'emploi entre 1999 et 2004



Source : Insee

tion notable de leur taux de chômage.

À Longwy dont l'industrie demeure centrée sur la filière des métaux, la quasi-totalité des secteurs accuse une réduction d'effectifs salariés, à l'exception des services du commerce de détail, de la santé et de l'action sociale. Cet ajustement de type "dynamique résidentielle pure" se révèle insuffisant et la bonne dynamique de la population active est entachée d'une hausse du chômage dans la zone d'emploi entre 1999 et 2004.

Les navettes intrarégionales au secours d'une faible progression de l'emploi

À l'instar des trois précédentes, quatre autres zones bénéficient d'abord de la croissance des navettes sortantes, internes au territoire national cette fois. Pour Lunéville, Sarrebourg et Commercy, il s'agit d'une poursuite des dynamiques passées. Tandis que

Lunéville est tournée vers Nancy et Commercy vers Bar-le-Duc puis vers Toul et Nancy, de nombreux actifs de Sarrebourg travaillent en Alsace. Du côté du Bassin Houiller, une inflexion s'opère, la dynamique des navettes orientées vers les zones d'emploi de Metz et Sarreguemines prenant le pas sur celle des flux frontaliers. Toutefois, en niveau, les flux frontaliers représentent encore la moitié de l'ensemble des flux sortants.

Dans ces territoires, l'emploi local progresse faiblement et régresse même à Commercy au profit du chômage, et plus sensiblement encore dans le Bassin Houiller. Certaines activités, notamment la construction et le commerce de détail se développent entre 1999 et 2004 mais résistent difficilement aux pertes d'emplois industriels, dans l'habillement-cuir, les produits minéraux et le meuble, à Sarrebourg, Lunéville et Commercy respectivement. Dans le Bassin Houiller, la perte de près de 4 500 postes dans le secteur de

l'extraction des charbons exerce un fort effet dépressif sur l'emploi des hommes et l'évolution de la population active masculine. Au contraire, les femmes profitent presque exclusivement des emplois créés dans les services.

Des marchés de l'emploi autonomes dans les Vosges de l'Ouest et à Remiremont-Gérardmer

Les trois zones d'emploi que sont Bar-le-Duc, Saint-Dié et la Meuse du Nord bénéficient d'abord de la croissance de leur emploi interne, puis de l'accès à des emplois des zones voisines pour fixer leur population active. Elles continuent à perdre de l'emploi agricole, particulièrement les zones meusiennes, la part de ce secteur se rapprochant de la moyenne régionale.

À l'instar de la période 1990-1999, elles sont encore engagées dans un schéma de déclin rural, amplifié par le recul des secteurs industriels des

Les différentes composantes des dynamiques des zones d'emploi

Évolutions 1999-2004 par zone d'emploi	Variation annuelle de la population active (en %)	Variation du taux de chômage (en points)	Variation de l'emploi (en effectifs)	Variation du solde des navettes		
				Total	dont national	dont frontalier
Longwy	> à 1,25	0,2	-401	2 926	194	2 732
Briey	> à 1,25	-1,4	1 672	2 334	1 008	1 326
Thionville	> à 1,25	-1,3	4 813	7 875	244	7 631
Lunéville	0,75 < > 1,25	-0,1	253	1 054	1 008	46
Nancy	0,75 < > 1,25	-0,9	7 163	-332	-460	128
Toul	0,75 < > 1,25	-0,7	1 430	19	-25	44
Metz	0,75 < > 1,25	-1,4	10 955	-5 742	-7 229	1 487
Bassin Houiller	< à 0,75	1,1	-2 621	3 503	4 413	-910
Sarreguemines	< à 0,75	0,6	1 074	-674	-351	-323
Sarrebourg	0,75 < > 1,25	0,1	339	1 717	1 717	0
Meuse du Nord	0,75 < > 1,25	-1,4	1 320	784	236	548
Bar-le-Duc	< à 0,75	0,2	560	157	125	32
Commercy	0,75 < > 1,25	0,5	-37	822	822	0
Vosges de l'Ouest	0,75 < > 1,25	-0,1	1 170	-72	-72	0
Épinal	< à 0,75	-0,7	3 356	-807	-807	0
Remiremont-Gérardmer	< à 0,75	0,1	893	6	6	0
Saint-Dié	0,75 < > 1,25	-0,1	1 127	736	736	0

Note de lecture : Entre 1999 et 2004, la zone de Metz connaît une croissance annuelle de sa population active comprise entre 0,75% et 1,25%. Son taux de chômage a décliné de 1,4 point tandis que près de 11 000 emplois supplémentaires sont disponibles dans la zone. Pendant que 1 500 actifs supplémentaires vont travailler au Luxembourg, les entrées nettes d'actifs provenant d'autres zones d'emploi ont progressé de plus de 5 700.

Source : Insee

biens de consommation et intermédiaires. En revanche, le déclin est atténué à des degrés divers par une évolution favorable du tertiaire principalement non marchand en Meuse du Nord, ainsi que par le développement significatif des services opérationnels dans la zone de Saint-Dié.

La situation est plus délicate pour la zone de Bar-le-Duc qui ne semble pouvoir compter que sur l'emploi public pour maintenir son niveau d'activité et subit l'adossement à l'ouest à des territoires peu dynamiques tant démographiquement qu'économiquement.

Dans les zones des Vosges de l'Ouest et de Remiremont-Gérardmer, le très faible impact des navettes domicile-travail dans la dynamique de la population active sur la période 1999-2004 conforte le mode de fonctionnement du marché du travail de ces territoires. Ces deux zones sont caractérisées par une forte autonomie vis-à-vis de l'emploi. Les taux de navettes entrantes et sortantes rapportées à la population active de la zone d'emploi figurent parmi les plus faibles de la région. Et les actifs bénéficient de taux de chômage inférieurs à la moyenne lorraine et départementale.

La bonne tenue de l'emploi dans les Vosges de l'Ouest s'appuie à la fois sur l'industrie agroalimentaire, qui permet de compenser le recul du secteur du meuble, et sur les services opérationnels fournis aux entreprises.

La zone de Toul est structurellement très ouverte sur l'extérieur. Elle "envoie" un actif occupé résident sur deux travailler à l'extérieur en 2004, dont l'essentiel vers Nancy. Toutefois, un développement plus endogène de son marché du travail se met en place au cours de la dernière période. Elle attire même des actifs supplémentaires provenant de Commercy et Nancy grâce à une des croissances de l'emploi les plus dynamiques de la région, notamment dans les secteurs des

transports et des services opérationnels.

Des effets d'agglomération intenses à Metz

La zone de Metz connaît la plus vive progression de l'emploi sur la période. Plus de 11 000 postes sont créés, dont 9 sur 10 dans le tertiaire, et tout particulièrement dans les services aux entreprises, services opérationnels, de conseil et d'assistance. C'est aussi la zone où le chômage recule le plus, son taux passant de 10,6% à 9,2%, en dessous de la moyenne régionale. Elle exerce une attraction puissante sur les zones limitrophes, attirant plus de 8 500 actifs. En sens inverse, ce sont 1 500 actifs de plus qui profitent du travail frontalier.

En comparaison, la zone de Nancy n'accroît pas son rayonnement au cours de cette période mais le développement de sa population active va de pair avec son emploi intérieur. Ainsi, les 7 200 emplois supplémentaires, également très concentrés dans les services aux entreprises, ont vraisemblablement trouvé les compétences nécessaires sur place, notamment grâce à la présence du pôle universitaire. En effet, même parmi les plus diplômés (3^{ème} cycle et grandes écoles), les sortants de formation initiale sont près de 40% à ne pas avoir quitté la région Lorraine au cours de leurs trois premières années de vie active.

Quant à la zone d'emploi chef-lieu qu'est Épinal, elle fait preuve d'une plus grande attractivité au cours de la période 1999-2004, avec 2 000 actifs supplémentaires provenant essentiellement des autres zones vosgiennes. Cette arrivée de main-d'œuvre externe répond à une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne régionale, tandis que la population active reste atone. Si les secteurs traditionnels ont reculé, qu'il s'agisse de l'agriculture ou des industries historiques de l'habillement-cuir et du textile, les ser-

VICES opérationnels ont généré à eux seuls 1 500 emplois, soit près de la moitié de l'augmentation totale.

Moindre accès au travail frontalier à Sarreguemines

La zone d'emploi de Sarreguemines subit à la fois une forte remontée du chômage au cours de la période et une faible évolution de sa population active. Deux phénomènes y concourent. D'une part, la croissance de son emploi intérieur, réelle bien qu'inférieure à la moyenne régionale, profite pour partie à des actifs provenant du Bassin Houiller. D'autre part, les actifs résidents de la zone de Sarreguemines ne parviennent pas à profiter des grands courants d'emploi de Metz et du Luxembourg du fait de leur situation géographique excentrée. La zone subit au contraire l'atonie du travail frontalier en direction de l'Allemagne.

■ Gérard MOREAU

Savoir plus :

- Les déplacements domicile-travail amplifiés par la périurbanisation, Insee Première n°1129 - mars 2007

- L'évolution des marchés locaux du travail de 1962 à 1999 : quatre grands types de zones d'emploi, Insee Première n°908 - Juillet 2003

- Génération 2001 en Lorraine. Quand l'école est finie..., Grée, OREFQ de Lorraine - 85 p - Mai 2006

www.insee.fr/lorraine

Ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie

Insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot
CS 54229
54042 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 91 85 85
Fax : 03 83 40 45 61
www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Paul FRANÇOIS
Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Christian CALZADA
Gérard MOREAU

RESPONSABLE ÉDITORIAL ET RELATIONS MÉDIAS

Jacqueline FINEL

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

SECRÉTARIAT DE FABRICATION MISE EN PAGE - COMPOSITION

Marie-Thérèse CAMPISTROUS
Marie-Odile LAFONTAINE

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2007

MÉTHODOLOGIE

Les zones d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. C'est une partition du territoire fondée principalement sur les déplacements domicile-travail. Elle est adaptée aux études locales sur l'emploi et son environnement. Le découpage respecte nécessairement les limites régionales, et le plus souvent les limites départementales. La France métropolitaine comporte actuellement 348 zones d'emploi et la Lorraine en compte 17. Elles sont de taille inégale, de moins de 20 000 actifs pour la zone de Commercy à près de 190 000 pour la zone de Nancy.

L'équilibrage du marché du travail

La population active désigne l'ensemble des personnes âgées de 15 ans ou plus présentes sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi (actifs occupés) ou qu'elles en recherchent un (chômeurs). Aucune mesure nouvelle de la population active n'est disponible au niveau infrarégional depuis le recensement de 1999. Cependant, deux méthodes d'estimations par zone d'emploi sont utilisées sur la période qui s'étend du 1^{er} janvier 1999 au 1^{er} janvier 2004.

* L'approche par le marché du travail reconstitue la variation de population active en ajoutant les variations de l'emploi au lieu de travail, du nombre de chômeurs sur le territoire et du solde des navettes domicile-travail. Ce solde représente la différence entre le nombre d'actifs non-résidents venant travailler sur le territoire (navettes entrantes) et celui des actifs résidents travaillant en dehors de la zone (navettes sortantes).

* L'approche sociodémographique décompose la variation de la population en trois parties. D'abord, la variation du nombre d'actifs résulte de la déformation de la pyramide des âges. Cet effet démographique correspond au renouvellement des générations : apport des classes d'âge entrant sur le marché du travail et retrait d'activité des gens partant à la retraite. Ensuite, la taille de la population active varie avec les changements de comportement vis-à-vis de l'activité mesurés par les taux d'activité. Enfin, elle évolue sous l'effet des migrations résidentielles c'est-à-dire des arrivées et des départs définitifs d'actifs du territoire.

L'estimation au 1^{er} janvier 2004 est donc obtenue à partir des niveaux mesurés au 1^{er} janvier 1999 et des variations des trois composantes de chaque approche sur la période 1999-2004. Pour cela, diverses sources sont utilisées : les estimations annuelles d'emploi, les évolutions du chômage au sens du BIT, les déclarations annuelles de données sociales (DADS) et le fichier des agents de l'État pour les migrations alternantes.

Si ces méthodes d'estimation sont précises et convergentes au niveau régional, il n'en va pas de même au niveau infrarégional. En particulier, la méthode sociodémographique est nettement plus fragile du fait de la méconnaissance en 2004 des taux d'activité et des effets des migrations résidentielles entre zones d'emploi. De ce fait, seules des fourchettes d'évolution de la population active peuvent être fournies à ce niveau géographique.

Les évolutions plus récentes de l'emploi

Depuis 2004, les évolutions sont nettement moins favorables comparativement à la période étudiée ici. La baisse de l'emploi entamée en 2003 s'approfondit dans de nombreux secteurs d'activité. En particulier, les industries de l'automobile, de l'agroalimentaire et du meuble traversent des difficultés.